

Arrêté 30 juillet 1975.

Arrêté fixant la liste des espèces nuisibles en zone de chasse maritime.

J.O 24/08/1975

Le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat aux transports,
Vu l'article 372 du code rural (2° et 9° alinéa) ;
Vu la loi n°68-918 du 24 octobre 1968 sur la chasse maritime ;
Vu le décret n°72-876 du 25 septembre 1972 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 24 octobre 1968 sur la chasse maritime ;
Vu l'avis du conseil national de la chasse et de la faune sauvage,

Arrêtent :

Article 1

Pour l'application de l'article 8 du décret du 25 septembre 1972 susvisé, sont classées nuisibles en zone de chasse maritime les espèces suivantes : renard, putois, fouine, belette, rat musqué, ragondin, chat haret, corneille noire et corneille mantelée, freux et pie.

Article 2

Dans la zone de chasse maritime de chaque département les détenteurs du droit de chasse ou leurs délégués sont autorisés, sans formalité, à détruire au fusil et pendant le temps où la chasse est permise seulement les animaux des espèces [*nuisibles*] visées à l'article 1er qui précède.

Toute autre mesure de destruction est décidée ou autorisée par le préfet, après avis de l'administrateur des affaires maritimes et du directeur départemental de l'agriculture et le président de la fédération départementale des chasseurs entendu.

Les animaux détruits en dehors du temps où la chasse est permise ne peuvent être ni vendus ni mis en vente ; ils ne peuvent être transportés qu'au domicile du bénéficiaire de l'autorisation de destruction et des participants à l'opération de destruction.

Article 3.

Le directeur de la protection de la nature et le directeur des pêches maritimes sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Le ministre de la qualité de la vie,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la protection de la nature,
Jean SERVAT.

Le secrétaire d'Etat aux transports,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Pour le directeur des pêches maritime empêché :
Le directeur adjoint,
A. DOGUET.

*En vigueur, version du 30 juillet 1975
JO du 24 août 1975*